

## 36<sup>e</sup> SESSION

Rapport  
CG36(2019)09final  
2 avril 2019

# Le budget et les ressources du Congrès pour le prochain exercice biennal (2020-2021)

Bureau du Congrès

Corapporteuses<sup>1</sup> : Anna MAGYAR, Hongrie (R, PPE/CCE) et Barbara TOCE, Italie (L, SOC)

Recommandation 430 (2019) .....2

### Résumé

Le Congrès a demandé à plusieurs reprises que sa part du budget du Conseil de l'Europe soit portée à 3 % afin de garantir une enveloppe budgétaire qui permettrait au Congrès de respecter pleinement les priorités du Conseil de l'Europe, alors que cette part est passée de 2,92 % à 2,54 % depuis 2010.

Les éventuelles coupes supplémentaires qui devront être apportées au budget et aux ressources du Congrès pour le prochain exercice biennal 2020-2021 afin de faire face au non-paiement par la Fédération de Russie de ses contributions obligatoires au budget ordinaire du Conseil de l'Europe (« plan de contingence ») obligeront le Congrès à continuer à réduire ses activités malgré les efforts déployés pour accroître son efficacité ces dernières années. Ces nouvelles réductions budgétaires entraîneraient des risques supplémentaires pour ses activités statutaires ainsi que pour ses activités thématiques et de coopération.

Cette recommandation attire l'attention sur la nécessité de continuer à inclure dans le projet de programme et de budget pour le prochain exercice biennal (2020-2021) une enveloppe budgétaire pour le Congrès qui reconnaîtra pleinement sa contribution aux priorités du Conseil de l'Europe en revenant progressivement à une part de 3 % du budget ordinaire sans laquelle le Congrès ne pourra tout simplement pas remplir ses missions.

1 L : Chambre des pouvoirs locaux / R : Chambre des régions  
PPE/CCE : Groupe du Parti Populaire Européen au Congrès  
SOC : Groupe Socialiste  
GILD : Groupe Indépendant et Libéral Démocratique  
CRE : Groupe des Conservateurs et Réformistes européens  
NI : Membres n'appartenant à aucun groupe politique du Congrès

## **RECOMMANDATION 430 (2019)<sup>2</sup>**

Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe,

1. réaffirmant son rôle et sa position institutionnelle au sein du Conseil de l'Europe, en tant que porte-parole des autorités locales et régionales des 47 Etats membres et gardien de la Charte européenne de l'autonomie locale (CEAL), et sa responsabilité de promouvoir et de favoriser la mise en œuvre des normes communes du Conseil de l'Europe en matière d'autonomie locale et de démocratie régionale en Europe ;
2. soulignant le fait qu'avec la ratification de la CEAL par l'ensemble des 47 Etats membres en 2014, les activités de suivi du Congrès, qui prévoient que chaque Etat membre sera suivi environ tous les cinq ans, ont considérablement augmenté ;
3. se référant aux échanges de vues réguliers du Président et du Secrétaire Général du Congrès avec le Comité des Ministres ;
4. soulignant l'appréciation exprimée à ces occasions pour les résultats obtenus par le Congrès ainsi que la reconnaissance et la compréhension des risques que de nouvelles réductions budgétaires pourraient entraîner non seulement pour ses activités statutaires, mais aussi pour ses activités postsuivi, ses activités thématiques et de coopération, qui sont adaptées aux demandes et aux intérêts des Etats membres ;
5. soulignant le fait qu'il a été contraint de réduire ses activités, y compris celles permettant de relever les défis identifiés dans les rapports annuels du Secrétaire Général Thorbjørn Jagland sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit ;
6. affirmant sa volonté, si des conditions financières plus favorables devaient se présenter, de revoir les mesures d'économie qui ont eu un impact sur ses activités statutaires, telles que celles relatives à l'interprétation ;
7. attire l'attention, en particulier, sur :
  - a. sa contribution continue – dans une proportion supérieure à sa part du budget ordinaire du Conseil de l'Europe – aux économies et réductions d'efficacité de l'Organisation dans son budget opérationnel ainsi que dans ses ressources humaines depuis 2010 ;
  - b. la réduction du budget du Congrès en 2018 de 911 800 € (452 800 € pour le personnel et 459 000 € pour les activités), soit 13,2 % des 6 925 100 € initiaux ;
  - c. les coupes supplémentaires dans le budget du Congrès examiné par le Comité des Ministres pour 2020-2021 en raison du non-paiement par la Fédération de Russie de ses contributions obligatoires au budget ordinaire du Conseil de l'Europe (« plan de contingence ») ;
  - d. les demandes répétées du Congrès, jamais prises en compte par le Comité des Ministres, pour que sa part du budget du Conseil de l'Europe soit portée à 3 % afin de garantir une enveloppe budgétaire qui permette au Congrès de réaliser pleinement les priorités du Conseil de l'Europe alors que cette part est passée depuis 2010 de 2,92 % à 2,54 % ;
8. demande au Comité des Ministres :
  - a. de reconnaître les résultats obtenus et les efforts déployés pour accroître l'efficacité du Congrès au cours des dernières années malgré une réduction des crédits budgétaires et des restrictions importantes dans les ressources humaines mises à sa disposition ;

---

<sup>2</sup> Discussion et adoption par le Congrès le 2 avril 2019, 1<sup>e</sup> séance (voir le document [CG36\(2019\)09](#)), corapporteuses : Anna MAGYAR, Hongrie (R, PPE/CCE) et Barbara TOCE, Italie (L, SOC).

*b.* d'assurer, grâce à son dialogue politique régulier avec le Congrès, la cohérence entre les priorités identifiées par le Congrès et ses allocations budgétaires afin d'atteindre une masse critique et un impact réel ;

*c.* à la lumière du rôle et de la position institutionnelle du Congrès au sein du Conseil de l'Europe, et compte tenu de ses efforts continus (y compris ses réformes de 2010, 2015 et 2018 et l'introduction d'un nouveau régime linguistique en 2019), de décider d'allouer au Congrès pour le prochain biennium 2020-2021 un budget opérationnel et des ressources humaines correspondant et tenant compte des exigences de son fonctionnement institutionnel ainsi que de ses tâches statutaires, institutionnelles, thématiques, de contrôle et de conseil ;

*d.* de considérer le Congrès comme un organe de suivi, compte tenu de l'importance de la contribution des collectivités locales et régionales à la mise en œuvre des valeurs du Conseil de l'Europe, et d'inverser la tendance à la baisse pour revenir progressivement à une part de 3 % du budget ordinaire sans laquelle le Congrès ne peut tout simplement pas remplir ses missions ;

*e.* de réfléchir à la meilleure manière de concentrer toutes les activités du Conseil de l'Europe concernant les collectivités locales et régionales et leurs responsables politiques en tenant compte des capacités politiques et opérationnelles du Congrès et de son secrétariat ;

*f.* d'inviter le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à inclure dans le projet de programme et de budget pour le prochain exercice biennal (2020-2021) une enveloppe budgétaire pour le Congrès qui reconnaîtra pleinement sa contribution aux priorités du Conseil de l'Europe en tant qu'organe de monitoring et promoteur paneuropéen de la démocratie territoriale, qui encourage la décentralisation et les débats et échanges de bonnes pratiques entre pairs élus locaux et régionaux sur les grands problèmes d'actualité de nos sociétés.

**ANNEXE****Budgets 2018-2019**

1. Le budget 2018 du Congrès a été exécuté à hauteur de 97,33 %, montrant par-là que les ressources financières allouées au Congrès sont nécessaires et pleinement utilisées. La marge de manœuvre pour couvrir des activités supplémentaires imprévues ou répondre à des urgences politiques est très limitée.

**Perspective budgétaire pour 2020-2021 et au-delà**

2. L'enveloppe budgétaire annuelle allouée au Congrès par le Comité des Ministres pour 2018 était de 6 201 500 €, dont 3 815 700 € de dépenses de personnel et 2 385 800 € de dépenses opérationnelles. Le budget du Congrès, en pourcentage du budget ordinaire total du Conseil de l'Europe, a baissé de 2,92 % en 2010 à 2,54 % en 2018 (voir le tableau ci-dessous).

**Evolution des ressources humaines au sein du Secrétariat du Congrès**

ANNÉE	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
POSTES	42	41	39	37	37	37	37	37	37 <sup>(1)</sup>
POSITIONS	5	5	5	5	5	4	2	2	1
TOTAL	47	46	44	42	42	41	39	39	38

(1) dont 2 postes gelés

**Evolution comparée des budgets du Congrès et du Conseil de l'Europe**

ANNÉE	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 <sup>(1)</sup>	2019
BUDGET du CdE	240 016 900	243 970 300	244 095 200	245 067 600	259 915 400	260 090 500	244 477 300	245 336 400
BUDGET du CONGRÈS	6 996 900	6 726 100	6 696 500	6 891 400	7 126 400	7 113 300	6 201 500	6 201 900
%	2,92	2,76	2,74	2,81	2,74	2,73	2,54	2,53

(1) Budget ajusté fin octobre 2018 en raison de la cessation du statut de grand contributeur de la Turquie